

Service Vétérinaire
1 place Varillas
BP 60309
23007 Guéret

Guéret, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANCTUAIRE AISEIRIGH

n°6 La Goutte
23230 La Celle-sous-Gouzon

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0003102642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement SANCTUAIRE AISEIRIGH implanté n°6 La Goutte 23230 La Celle-sous-Gouzon. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de contrôle à la suite du dépôt du dossier d'enregistrement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANCTUAIRE AISEIRIGH
- n°6 La Goutte 23230 La Celle-sous-Gouzon
- Code AIOT : 0003102642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le chenil est composé de 175 chiens le jour de la visite. Le dossier d'enregistrement déposé est pour

188 chiens. Ce sont des chiens en difficulté de comportement, parfois dangereux, parfois issus d'associations et inadaptables.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les parcs d'ébats des chiens sont en partie boueux (présence de flaques d'eau) et/ou remplis de grandes herbes.

Certains sols des parcs sont jonchés de déjections.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Implantation | Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 2 | Epandage et traitement des effluents d'élevage | Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 23 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 3 | Collecte des effluents | Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 4 | Propreté de l'installation | Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 5 | Stockage des effluents. | Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16 | Demande d'action corrective | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines prescriptions ne sont pas respectées concernant la gestion des effluents (récupération et épandages) et la distance au puits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4 |
| Thème(s) : Situation administrative, Respect distances d'implantation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments d'activités, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés à une distance minimale de :100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants) ou des locaux occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est de 100 mètres pour les installations existantes ;35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages ouverts au public ;500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles. Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage ou de détention sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un puits est mentionné dans le dossier d'enregistrement à plus de 35 mètres des enclos et des locaux d'installation. Le jour de la visite, une mesure a été effectuée au décamètre de l'enclos X (où étaient présents deux chiens loups) au puits. Cette mesure est de 23,5 mètres, il y a une discordance avec le dossier et une non conformité avec les prescriptions. L'enclos n°24, le plus proche</p> |

| |
|---|
| de la berge du ruisseau, qui se situe à 35 mètres, avec présence des flaques sur les 3/4 de ce parc d'ébat (stagnation des eaux). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 et être en corrélation avec le dossier déposé, les parcs devront se trouver à plus de 35 mètres du puits. Les parcs d'ébats doivent être en mesure de supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 2 : Epandage et traitement des effluents d'élevage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 23 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Epandage et traitement des effluents d'élevage |
| Prescription contrôlée : Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités : - soit dans un système d'assainissement individuel (du type fosse septique étanche, fosse à tranchée filtrante, etc.), sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur concernant ces systèmes d'assainissement non collectif ; - soit sur un site spécialisé (centre de compostage, etc.) autorisé ou déclaré au titre du livre II, titre Ier ou du livre V du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les coordonnées du gestionnaire du site, l'accord ou le contrat passé avec celui-ci, ainsi que le relevé des quantités livrées et la date de livraison ; - soit dans une station d'épuration propre à l'installation, dans les conditions prévues à l'article 28 de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé ; - soit par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions ci-dessous ; - soit par tout autre moyen équivalent autorisé par le préfet. L'épandage est effectué conformément aux prescriptions des articles 26 à 27 de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé. L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit sur les cultures maraîchères. |
| Constats : Dans le dossier il est indiqué que le compost une fois mûré est épandu sur la périphérie des parcelles, le long des haies champêtres. Les zones de compostage prévues dans le dossier ne sont pas visibles le jour de l'inspection. Les chevaux sont présents sur cette zone. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le traitement des effluents doit être effectué afin de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 3 : Collecte des effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents |
| Prescription contrôlée : <p>Les sols imperméabilisés de l'installation, les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc.) ou de stockage des effluents sont maintenus en parfait état d'étanchéité.</p> <p>La pente des sols imperméabilisés de l'installation permet l'écoulement des effluents vers le système d'assainissement.</p> <p>A l'intérieur des bâtiments d'activités, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'au moins un mètre.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p> <p>Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments d'activité et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les surfaces imperméabilisées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p> |
| Constats : <p>Dans le dossier, il est indiqué que les effluents liquides (eaux de lavage) sont traités par le système d'assainissement non collectif. Le jour de la visite, le système d'assainissement proposé est non fonctionnel : perturbation de l'installation dû aux fortes pluies. Il n'y a pas de plan d'assainissement dans le dossier. Le sol sous l'évier est meuble et non imperméabilisé.</p> <p>Les bâtiments d'élevage ne bénéficient pas d'un sol imperméabilisé (terre battue) et les murs ne sont pas étanches : grilles de séparations.</p> <p>Une grande partie des niches et boxes des chiens sont en matériaux en bois.</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées dans une cuve de 1000 L pour abreuver les chiens.</p> <p>Certaines niches ont un sol imperméabilisé, présentant une épaisseur de matière souillées piétinées (exemple niche de l'enclos E).</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Concernant le système d'assainissement, une attestation de conformité de celui-ci ne figure pas dans le dossier et n'a pas été transmises à nos services, qui sont dans l'attente du document.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 4 : Propreté de l'installation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Élevage, Propreté de l'installation |
| Prescription contrôlée : L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Elle dispose d'un plan de nettoyage et de désinfection. Les bâtiments d'activités sont construits en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter. Les sols et les murs des bâtiments d'activités sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement. Les restes d'aliments non consommés sont collectés au moins deux fois par jour puis éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances. L'ensemble de la litière souillée par les déjections liquides et solides est enlevé chaque jour. Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont maintenus en bon état. Les déjections solides sont enlevées chaque jour. L'exploitant dispose d'un plan de lutte contre les animaux nuisibles. Il lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire. Un registre des traitements effectués est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Dans le dossier, il est indiqué que, dans les parcs d'ébats, les effluents solides dont les déjections font l'objet d'un ramassage quotidien et exportées à l'extérieur du site pour compostage. Le jour de la visite les déjections sont présentes et jonchent les parcs d'ébats (odeur forte sur le site). L'ancien parc des brucelliques a été démonté et n'est pas isolé pour empêcher le piétinement par d'autres individus (chevaux, humains, chiens). Les effluents solides rejetés par les parcs d'élevage ne sont pas collectés (Madame dit ne pas le faire actuellement car elle est blessée). Certaines niches ont un sol imperméabilisé, présentant une épaisseur de matière souillée piétinée (exemple niche de l'enclos E). Le nettoyage/désinfection n'a pas été réalisé conformément aux plans proposés dans le dossier. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin d'être en corrélation avec le dossier déposé et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018, les déjections solides devront être collectées quotidiennement. Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage doivent être maintenus en bon état. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 5 : Stockage des effluents.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16 |
| Thème(s) : Élevage, Stockage des effluents. |
| Prescription contrôlée : Lorsqu'ils existent, les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, en cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage permet de stocker la totalité des effluents produits pendant la période minimale déterminée entre deux périodes d'épandage favorables et n'est pas inférieure à 4 mois. La capacité de stockage peut être augmentée pour tenir compte notamment des particularités climatiques et de la valorisation agronomique. |

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, en cas d'épandage sur des terres agricoles, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement et de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié susvisé.

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace.

Constats :

Dans le dossier, il est indiqué que les effluents solides sont traités en compostage à l'extérieur de l'ICPE sur le reste de la parcelle non occupée par l'installation. Il y a simultanément deux tas de compost en maturation, un étant réservé aux excréments des chiens brucelliques. Ce dernier est régulièrement chaulé conformément à l'arrêté préfectoral. Les tas de compost sont menés suivant les règles de l'art avec apport de végétaux secs pour rééquilibrer le rapport C/N. Le compost une fois mûr est épandu sur la périphérie des parcelles, le long des haies champêtres.

Le jour de la visite, l'exploitante nous indique que les déjections solides issues du site, sont récupérées et stockées dans des bidons avec un activateur de compostage et de la chaux.

Nous avons constaté lors de l'inspection que le bidon bleu de contenance d'environ 60 L ouvert était vide de matière solide. Dans le fond du bidon il y a la présence de 10 cm de hauteur d'eau sale (avec feuilles). Un deuxième bidon, posé à côté, est fermé et contient de la chaux daté de 2022). De plus, il n'y a pas d'isolement des déjections de chiens brucelliques par rapport aux autres chiens.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le stockage et le compostage des effluents solides doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 et en corrélation avec le dossier déposé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours